



MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

POUVOIR ADJUDICATEUR :
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET
L'ENVIRONNEMENT (INRAE) ANTILLES GUYANE
DOMAINE DE DUCLOS – PRISE D'EAU
97170 PETIT BOURG

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Assurance de la flotte VPU et matériels agricoles d'INRAE
stationnée aux Antilles et en Guyane

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE LA CONSULTATION ET FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ – MODALITÉS DE RESILIATION	3
ARTICLE 4	DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5	PAIEMENT DES PRIMES.....	4
ARTICLE 6	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	5
ARTICLE 7	AUTOMATICITÉ DES GARANTIES – DECLARATION À L’ASSUREUR RETENU....	6
ARTICLE 8	VENTILATION DE LA PRIME	6
ARTICLE 9	GESTION DES SINISTRES	7
ARTICLE 10	PRESCRIPTION BIENNALE	7
ARTICLE 11	PENALITÉS DE RETARD.....	8
ARTICLE 12	PROTECTION DES DONNÉES	8
ARTICLE 13	DÉROGATION AU CCAG.....	8

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION ET FORME DU MARCHE

Le présent marché passé par INRAE a pour objet l'assurance des Flottes VPU et matériels agricoles et ses risque annexes. Les flottes sont stationnées aux Antilles (Guadeloupe) et en Guyane.

Le marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique. Il est notamment passé en application de articles R2123-1, 1° relatifs à la procédure adaptée.

ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et son annexe ;
- Le Bordereau de Prix Unitaire ;
- Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les conditions générales de garanties ;
- L'Inventaire des risques - la sinistralité.

ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE – MODALITES DE RESILIATION

La date d'entrée en vigueur de la procédure adaptée est fixée au 1er Janvier 2025 - 00 H 00 pour une durée de 4 ans.

Il expirera le 31 décembre 2028.

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue au présent CCAP.

Possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire en respectant un préavis réciproque de 3 mois. Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'Assureur ne pourra résilier le contrat après sinistre. Seule la résiliation en respectant le préavis sera possible. La résiliation s'effectuera par courrier recommandé avec AR.

Toute modification sur les conditions du contrat (franchises, augmentation ou diminution des taux proposés lors de la souscription) devra être notifiée en respectant le préavis ci-dessus. Passé ce délai la modification ne pourra être effective qu'à l'échéance suivante.

ARTICLE 4 DETERMINATION DU PRIX DU MARCHE

L'ensemble du parc automobile, des machines et des engins agricoles devra impérativement être assuré au titre d'un seul et même contrat sans application du coefficient de **réduction/majoration**.

🔄 La Tarification

Elle sera fixée par type de véhicules selon le BPU joint en annexe et exprimée par des primes HT et TTC.

Une variante non obligatoire au cadre de réponse (en annexe de l'acte d'engagement) peut-être proposée à condition que le cadre de réponse soit dûment complété.

La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou calc sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format pdf.

A l'établissement du contrat, l'Assureur devra fournir un détail des primes HT appelées par catégorie de véhicules, conformément à l'offre présentée. Ce document servira de base à la tarification des nouveaux véhicules à assurer durant la durée du marché (hors indexation).

🔄 Forme du prix

Le prix est révisable annuellement.

🔄 Révision

Les primes et montants des garanties seront exclusivement indexés chaque année, à la date anniversaire, d'après l'indice SRA ou PRVP pour le parc automobile et de l'évolution physique du parc.

Mode de calcul de l'évolution :

Indice N : indice en cours au 1^{er} janvier de chaque année publié dans l'argus des assurances, (ou à toute autre date constituant la date anniversaire du contrat).

Indice N-1 : indice au 1^{er} janvier de l'année précédente publié dans l'argus des assurances, (ou à toute autre date constituant la date anniversaire du contrat).

Prime HT de l'année N = (indice N / indice N-1) x somme des primes par véhicule.

L'indice pris en compte à la prise d'effet du contrat sera le dernier indice connu publié dans l'argus des assurances.

Les adjonctions et retraits seront calculés au prorata temporis.

Les franchises éventuelles seront fixes sur la durée du marché.

ARTICLE 5 PAIEMENT DES PRIMES

Les primes du contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

ARTICLE 6 MODALITES DE REGLEMENT

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le numéro d'identification sur Chorus Pro est le numéro SIRET suivant :

SIRET 180 070 039 01688

Les factures afférentes aux paiements seront transmises annuellement.

Outres les mentions légales prévues par la réglementation de la comptabilité publique, la facture comportera les indications suivantes :

- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du marché ;
- La désignation de la prestation exécutée ;
- Le prix net H.T. de chaque prestation ;
- Le taux et le montant des taxes en vigueur ;
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées ;
- Rappel du parc automobile (liste actualisée à joindre) ;
- Rappel indice retenu à la souscription ;
- Nouvel Indice.

Délai de paiement :

Les règlements s'effectuent par virement administratif et les sommes dues sont payées dans le délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

ARTICLE 7 AUTOMATICITE DES GARANTIES – DECLARATION A L'ASSUREUR RETENU

➡ Automaticité de garantie

La garantie de l'Assureur devra s'appliquer à tout nouveau véhicule acquis par INRAE, emprunté ou loué par elle, et ce, sans déclaration préalable.

INRAE établira un registre afin de gérer son parc automobile. Ce document sera tenu régulièrement à jour et pourra être consulté sur simple demande de l'Assureur retenu.

D'autre part, elle s'engage à adresser avant le 15 décembre de chaque année, un état des véhicules avec pour chacun d'eux la date de mise en circulation ou de retrait.

Cet état devra reproduire les mouvements (adjonction, modification, suppression) intervenus entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre de l'année d'assurance ainsi que ceux intervenus entre le 15 décembre et le 31 décembre de l'année précédente.

A réception de l'état défini ci-dessus, l'Assureur retenu procédera à l'établissement d'un avenant technique d'assurance annuel et unique entérinant les différentes modifications, les régularisations et la prime définitive de l'exercice écoulé.

L'Assureur s'engage à adresser à INRAE, avec l'avis d'échéance annuel (1^{er} janvier de chaque exercice) un état à jour des véhicules garantis avec mention de la prime émise pour chacun des risques.

➡ Déclaration à l'Assureur retenu

L'automaticité de garantie telle qu'elle est prévue ci-dessus ne dispense pas l'Assuré de l'obligation légale instituée par la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 et le décret n°2018-644 du 20 juillet 2018.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, et selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'Assuré est tenu d'informer sans délai l'Assureur de toute nouvelle acquisition ou cession en cours de contrat.

L'Assuré prend donc l'engagement d'effectuer cette déclaration et il est rappelé qu'il s'expose au règlement d'une amende pour non-respect de cette obligation.

ARTICLE 8 VENTILATION DE LA PRIME

L'Assureur s'engage à joindre à chaque avis d'échéance de prime un état détaillé des primes payées par véhicule.

ARTICLE 9 GESTION DES SINISTRES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'Assureur s'engage à tenir régulièrement l'Assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

Il devra également fournir à l'Assuré, chaque année, au cours du trimestre suivant la date d'échéance, l'état « statistique » de l'année écoulée.

➡ Obligations à la charge de l'Assuré

- Intervenir pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'Assureur ;
- Le déclarer de manière circonstanciée à l'Assureur dans les 15 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure ;
- Transmettre à l'Assureur dans les meilleurs délais suivant la déclaration, un état estimatif aussi détaillé que possible des dommages subis par lui ;
- Communiquer à l'Assureur dans les 48 h toute pièce de procédure reçue par lui ;
- Justifier de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

➡ Obligations à la charge de l'Assureur

Verser l'indemnité dans les 15 jours suivant la détermination de son montant, après accord des parties ou, à défaut, décision judiciaire exécutoire.

➡ Expertise

Les dommages sont évalués de gré à gré ou, à défaut par expertise amiable, l'Assuré ayant la possibilité de se faire assister dans tous les cas par un expert et quel que soit le montant des dommages.

Cet expert devra être agréé par les services d'INRAE.

ARTICLE 10 PRESCRIPTION BIENNALE

Toute action dérivant des présentes conditions générales et particulières est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance, dans les termes des articles L114-1 et L114-2 du Code des Assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'Assuré à l'Assureur pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 11 PENALITES DE RETARD

Des pénalités de retards seront appliquées :

- si il y a non-respect des délais indiqués à l'article 10 du CCAP au hauteur de 50 € / jour de retard,
- Si les délais indiqués dans le cadre de réponses ne sont pas respectés.

ARTICLE 12 PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 13 DEROGATION AU CCAG

Le CCAP déroge à l'intégralité des dispositions du CCAG FCS.